

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://www.journal-la-mee.fr/764-mee-disances-fevrier-2009-1.html>

Mée-disances, février 2009 (1)

- Thèmes généraux - Grappillages et Mée-disances -



Date de mise en ligne : dimanche 8 février 2009

Description :

L'État abandonne le Planning familial : Le Planning familial est en danger. Une pétition a été mise en ligne le 29 janvier pour « défendre le droit à l'information, à l'éducation à la sexualité pour tous », réaffirmant une mission de service public en vigueur depuis plus de cinquante ans. Fin janvier, un tiers de ses associations est menacée de fermeture : le gouvernement a réduit de 42% en 2009 le montant affecté au conseil (...)

Journal La Mée Châteaubriant

Ecrit le 4 février 2009

L'État abandonne le Planning familial

De Rue89 du 29/01 : Le Planning familial est en danger. Une pétition a été mise en ligne le 29 janvier pour « défendre le droit à l'information, à l'éducation à la sexualité pour tous », réaffirmant une mission de service public en vigueur depuis plus de cinquante ans. Fin janvier, un tiers de ses associations est menacée de fermeture : le gouvernement a réduit de 42% en 2009 le montant affecté au conseil conjugal et familial. En 2010, l'enveloppe budgétaire sera purement et simplement supprimée.

« Est-ce ainsi que l'État conçoit sa mission de service public ? », s'indigne Françoise Laurant, présidente du Planning familial. Alors que depuis les décrets d'application de la loi Neuwirth (1967), l'État a pour mission de veiller sur l'éducation à la vie, au droit à la sexualité pour toutes les femmes, en aidant financièrement les associations agréées. Le Mouvement français pour le planning familial (MFPF) représente 70 associations départementales implantées en France qui seront bientôt « amputées » des frais de fonctionnement.

Arrêt de bus pour Sarko

Le Canard enchaîné du 28/01 : A la sortie n° 15 de l'autoroute A5, mardi 20 janvier, un car de tourisme est intercepté par les pandores. Contrôle. Et pas seulement pour le chauffeur ou les papiers du véhicule... Chaque passager doit décliner son identité. Bienvenue dans le fichier Stic !

Les 55 voyageurs, fonctionnaires du Ministère du Développement durable, ont quitté la banlieue parisienne de bon matin. Ils se dirigent vers Sourdun, en Seine-et-Marne. Motif de cette virée : Sarko y est attendu pour vendre sa réforme de la carte militaire. La riante bourgade de 1 487 habitants perd son régiment de hussards et, « en échange », sa caserne désaffectée accueillera les fonctionnaires en question, qui veulent manifester leur opposition à cette délocalisation.

Les gendarmes restent muets sur les raisons de cette interpellation en rase campagne. Si ce n'est, que l'opération était en préparation depuis huit jours », et le car « pisté depuis la veille ».

Après ce premier arrêt, les redoutables manifestants reprennent la route. A l'arrivée dans Provins, rebelote. Halte ! Cette fois, le chauffeur reçoit l'ordre de ne pas ouvrir les portes. Au bout de 20 minutes, une dame éprouve quelque difficulté à respirer. Une simulatrice, tranchent les flics, qui refusent de lui laisser prendre l'air. Il faudra appeler les pompiers, qui recommandent d'autoriser les voyageurs à sortir Après une heure de palabres, la petite troupe est finalement encadrée, à pied, vers la sous-préfecture, lieu de la manif. Entre-temps, Sarko est reparti...!

Questions : de quel droit a-t-on contrôlé l'identité de tous les voyageurs ? Où était le « trouble à l'ordre public » prévu par la loi ? Quelle infraction avaient « commise ou tenté de commettre » les contrôlés ? Question subsidiaire : et si l'autocar avait transporté des militants UMP avec des pancartes à la gloire de Sarko ? La réponse est facile : les pandores auraient reçu l'ordre de leur ouvrir la voie, toutes sirènes hurlantes.

Besson et les envahisseurs...



Dessin de leplacide

Libération.fr du 27/01 : C'est un bien vilain lapsus, qui fait rire les nombreux détracteurs d'Éric Besson, ex-socialiste, désormais nouvelle star de l'UMP et frais ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale. Invité du grand jury RTL, Besson affirme : "la France a été et est toujours une terre d'immigration. C'est vrai des temps anciens, tout le monde le sait, des grandes invasions. C'est vrai du XIXe et du XXe siècle, avec les Italiens, les Polonais, d'autres qui se sont intégrés.

Ensuite, il y a eu à la fois une invasion... euh, une immigration de provenance d'Afrique et du Maghreb» , lance malencontreusement Besson, non sans se reprendre : «non pas une invasion, qu'il n'y ait pas de lapsus sur le sujet". Trop tard.

Besson réinvente la délation :

« <http://www.leplacide.com/dessin-de-presse/dessin-de-presse.php?dateplus=2009-02-09>

Besson veut faire aussi bien qu'Hortefeux !

« <http://www.leplacide.com/dessin-de-presse/dessin-de-presse.php?dateplus=2009-01-27>

La Mutualité assiégée

Le Canard enchaîné du 28/01 : imposant remue-ménage pour la venue de Sarko et de ses ministres au conseil national de l'UMP, le 24 janvier, salle de la Mutualité. à Paris : les voitures avaient été enlevées dès la veille rue Saint-Victor, rue Menue et rue des Bernardins. Et lorsque le Président est arrivé sur les coups de midi, un périmètre élargi était bloqué par des voitures de flics banalisées garées en travers.

Tant que le Président était là, les riverains étaient même interdits de passage devant la salle de la Mutualité. Une dame. le pied plâtré, munie d'une béquille, qui s'avisait de vouloir traverser pour rentrer chez elle 20 mètres plus loin, s'est vu alpaguer par un flic : « Vous avez une carte de l'UMP ? Suffoquée, elle répond : « Depuis quand la carte d'identité ne suffit plus ? » Et appelle sur son portable : « Chéri, je ne peux pas rentrer à la maison, car je ne suis pas membre de l'UMP ! ». Il va bientôt falloir créer un secrétariat d'État aux droits des victimes de Sarko...

Un préfet muté

Le Monde du 28/01 : Six mois après sa nomination en juillet 2008, le préfet de la Manche Jean Charbonniaud a déjà

été muté. Une « mise au placard » qui était dans l'air depuis la visite de Nicolas Sarkozy à Saint-Lô le 12 janvier.

N.Sarkozy avait souhaité un bain de foule, mais seule une vingtaine de ses sympathisants avaient pu franchir le cordon de CRS. Le chef de l'État avait annoncé ne pas vouloir être dérangé par les manifestants : des chaussures et autres projectiles avaient volé au passage du cortège présidentiel. « Furieux, le Président avait marqué à plusieurs reprises son énervement hors caméra », rappelle Ouest France. Le préfet a payé ça !

Le maire de Saint-Lô, François Digard, UMP, a jugé cette décision « très sévère et plutôt injuste ». Le président UMP du conseil général de la Manche, Jean-François Legrand s'est, lui, insurgé contre le fait que l'on utilise « un représentant de l'État comme si on utilisait un Kleenex ». Si la contestation gagne même l'UMP, il est temps d'arrêter les frais.

Comme dit Hervé Le Thellier dans Le Monde, « cela se passe dans la Manche. Il fallait agir vite, la sédition allait s'étendre à l'épaulette et au col »

Zéphir Brassart

De Libération du 29/01 : Zéphir Brassart, (on n'a pas idée de s'appeler comme ça) 67 ans, a vu trois policiers de la brigade criminelle de Paris débarquer à son domicile à 6h30 à Louvroil (Nord), pour l'interpeller et le placer en garde à vue au commissariat de Maubeuge (où il restera sept heures).

« La police m'a montré une lettre tapée à l'ordinateur avec mon nom en bas et mon adresse et qui disait que j'avais menacé Sarkozy de mort, insulté sa femme et que j'étais le chef d'une entreprise terroriste », a raconté Zéphir Brassart.

« J'ai subi des test ADN, la prise d'empreintes et des photos de face et de profil. Ils ont fini par me relâcher parce qu'ils ont bien vu que c'était une erreur », a-t-il ajouté, encore choqué par sa mésaventure.

Le Parquet de Paris a confirmé qu'aucune charge n'avait été retenue contre le retraité, et que la brigade criminelle continuait d'enquêter pour tenter de connaître le véritable auteur de la lettre. Zéphir Brassart, qui ne comprend pas pourquoi quelqu'un a ainsi usurpé son identité, a souhaité rendre publique son histoire « pour que cela n'arrive plus à d'autres, parce que ça arrive à beaucoup de gens en ce moment ». Il est d'autant plus affecté que son père résistant a été « déporté à Dachau et Buchenwald » à cause « d'une lettre anonyme de dénonciation ».

Ecrit le 11 février 2009

Pédale douce sur la dope

Du Canard enchaîné du 04/02 : La Société des journalistes de « L'Équipe » a rendu compte aux confrères du quotidien de son entretien avec Fabrice Jouhaud, directeur de la rédaction. L'ambiance a été chaude. Comment, ont demandé les élus, a-t-on pu traiter un événement aussi important que le retour de Lance Armstrong à la compétition sans évoquer le dopage ?

En août 2005, l'Équipe avait consacré une enquête fouillée aux potions magiques (EPO. entre autres) absorbées. par l'Américain septuple vainqueur du Tour. Or. dans les deux pages consacrées au grand retour d'Armstrong. le journaliste spécialiste de ces prises de compléments vitaminés et fortifiants, Damien Ressiot, a été prié de laisser sa prose dans la seringue.

Pour la SDJ. cette mise au rancart résulte des consignes données par Marie-Odile Amaury. Patronne du groupe de presse du même nom, propriétaire de « L'Équipe » et du « Parisien ».

Pour des raisons commerciales, bien sûr. Car le groupe Amaury présente l'amusante particularité d'organiser lui-même certains des événements sportifs qu'il commente dans ses journaux : le Marathon de Paris, le Dakar, les courses cyclistes Paris-Nice ou Paris-Roubaix et. surtout, cette poule aux oeufs d'or : le Tour de France.

La triche fausse un peu l'exploit mais le rend tellement plus spectaculaire...

3,5 millions de mal-logés

Le Monde.fr du 03/02 : C'est le nombre de personnes non ou mal logées en 2009, dont 100 000 SDF, selon la Fondation Abbé-Pierre, soit 300 000 de plus qu'il y a un an. 6,5 millions seraient en situation de fragilité.

La fondation dénonce l'incohérence et la faiblesse de la politique du logement du gouvernement et craint une nouvelle explosion de violence des banlieues.

Kadhafi, Â« roi des rois Â»

leJDD.fr du 02/02 : Élu lundi à la tête de l'Union africaine, et ce, pour une période d'un an, le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, a demandé à ses pairs de l'appeler Â« roi des rois traditionnels d'Afrique Â». Pas moins.

L'autoproclamé Â« Guide de la révolution Â» a été élu en lieu et place du président tanzanien Jakaya Kikwete. Lors de son discours, Mouammar Kadhafi, passé en quelques années du panarabisme au panafricanisme, a une nouvelle fois mis sur la table son idée de fédération africaine, sur le modèle américain. Â« Il faut pousser l'Afrique en avant vers les États-Unis d'Afrique Â», a-t-il lancé, avant d'ajouter : Â« Je continuerai et insisterai pour que les États souverains parviennent aux États-Unis d'Afrique. Â» [...]

Ndlr : l'Afrique va enfin être sauvée...

Besson : la délation

NouvelObs.com du 05/02 : Le ministre de l'Immigration Éric Besson a signé jeudi 5 février une circulaire par laquelle le gouvernement Â« donne aux préfets la possibilité d'accorder des titres de séjour provisoires aux clandestins victimes de filières clandestines qui décideraient de les dénoncer Â».

L'association France terre d'asile critique ce projet : Éric Besson Â« fait une irruption spectaculaire dans le débat migratoire, sans toutefois rien régler sur le fond Â».

Six ans après une proposition du même type « les victimes de la prostitution sont toujours là, toujours sans papiers, elles sont simplement moins visibles sur les trottoirs », ajoute l'association. [...]

Ndlr : même pas honte...

Salaire des patrons

NouvelObs du 05/02 : Le président américain a annoncé le plafonnement à 500.000 dollars par an du salaire des dirigeants d'établissements financiers recevant des aides de l'État fédéral. Â« Nous devons tous prendre nos responsabilités. Et cela inclut les dirigeants des sociétés financières majeures, qui se sont tournés vers le peuple américain, pour tendre le chapeau, quand ils étaient en difficulté, alors même qu'ils se versaient leurs habituelles primes somptueuses Â», a déclaré Barack Obama.

Â« C'est un grand risque Â», commente Laurence Parisot, la présidente de Medef. Â« C'est le risque que partent des hommes ou des femmes qui sont peut-être pour partie responsables du drame économique actuel. Mais qui sont aussi les plus compétents pour mettre en place les solutions Â», poursuit-elle. Â« C'est aussi le risque de créer un équivalent de nationalisations dont l'histoire a prouvé qu'elles provoquaient toujours à moyen terme des formes de déclin économique. Â» [...]

Ndlr : L. Parisot, condamne les propos d'Obama et nous prend pour des zozos !
Angleterre : la crise

Cinq écoles privées anglaises viennent de passer au public, annonce le Guardian. Touchée par la crise financière, la Grande Bretagne connaît des moments difficiles et s'attend à des fermetures massives d'écoles et au passage de milliers d'élèves du privé vers le public.

Le ministre des écoles, Jim Knight, est prêt à les accueillir. Il vient d'annoncer qu'il offrirait le statut d'académies aux écoles privées qui le désirent. Ce statut leur permet de bénéficier de fonds public et d'une large autonomie pour leur curriculum, de garder leurs enseignants en échange d'une politique d'admission Â« non sélective Â». Ndlr : vive le libéralisme !

Gandrange

Le Journal du Dimanche du 03/02 : Comme tous les autres, Renaud y a cru. Nicolas Sarkozy allait sauver son haut-fourneau, la sidérurgie en Moselle n'allait pas crever comme ça. C'était il y a un an, le 4 février 2008, le patron indien Lakshmi Mittal venait d'annoncer la fermeture de l'aciérie de Gandrange, mais Â« monsieur Sarkozy Â» était venu leur redonner de l'espoir. Â« Sarko Â» au milieu de l'usine, les gars qui finissaient par applaudir. Â« Sachez que vous n'êtes pas seuls Â», disait le Président, et cela aussi : Â« Soit nous arrivons à convaincre Lakshmi Mittal, et nous investirons avec lui, soit nous trouvons un repreneur, et nous investirons avec lui. Â» Et le Président, qui venait d'épouser Carla Bruni, les avait entraînés à rire avec lui, ce jour où il faisait un temps de chien : Â« Pour un voyage de noces, Gandrange, il n'y a pas mieux. Â» .

Nicolas Sarkozy n'est jamais revenu à Gandrange, et l'usine va fermer, et Renaud a peur pour demain : « Tout est foutu », lâche-t-il. En 2007, il avait voté Sarko, comme d'autres ouvriers. « Si c'était à refaire, je ne recommencerais pas. » Renaud doit être transféré dans un autre site Mittal. « J'ai passé une visite médicale, ils m'ont dit que j'étais apte. Mais j'attends toujours la décision de la direction. C'est inquiétant de ne pas savoir ce qu'on va faire dans deux mois. »

Délicatesse

Pour les 54 ans de son Nicolas, le 28 janvier dernier (bon anniversaire, Nicolas !) Carla a organisé une petite nouba avec des amis dans son hôtel particulier. Comme d'habitude elle a recouvert le sol de sa demeure d'une épaisse moquette. Celle-ci est systématiquement jetée après usage.

Par pure délicatesse la moquette et les déchets divers sont jetés, non pas devant la porte de la résidence, mais un peu plus loin dans une rue adjacente et les employés municipaux sont priés de retirer au plus vite les reliefs de la fête, en particulier les bouteilles vides d'alcool ou de grands crus dont la présence pourrait faire jaser les badauds. (source : Le Canard Enchaîné)